



Débats



Tribune libre L'intégration de l'ENIM à l'université vue par Pierre Padilla

Par Jean-Pierre JAGER • Journaliste de La Semaine • 10/12/2014 à 17h56

Il n'a jamais été avare en déclarations et en actes. Pierre Padilla, ancien directeur de l'Enim, a été présent dans ces colonnes pendant de nombreuses années. Opérations à l'international de son école, nouveau chantier, trophées et remise des prix. Débat aussi lorsque par exemple l'ex-président bolivien Uribe était venu enseigner à Metz. Pour ce numéro 500 nous lui donnons la parole sur le sujet de sa vie. Et c'est du Padilla. Le principe même d'une tribune est de provoquer la réaction plutôt que de lisser les propos par des contrepoints. L'analyse et le ressenti de Pierre Padilla sont à charge, mais il nous semble qu'ils dépassent ce simple procès pour aborder un certain nombre de questions plus générales notamment sur la réforme des universités. Nous réservons donc un droit d'expression aux personnes contestées. JPJ

• Point de vue de Pierre Padilla sur la prochaine intégration de l'Enim dans l'université Lorraine Dans la publication de vacance de poste de directeur de l'Enim le ministère de l'Education nationale a fixé des objectifs très précis : Le prochain directeur de l'Enim a vocation à préparer et mettre en œuvre l'intégration de l'école au sein du Collégium Lorraine-INP de l'université de Lorraine à compter du 1er janvier 2016. Il devra également poursuivre les actions engagées en matière de formation et de recherche dans le cadre du volet spécifique de l'Enim du contrat de site lorrain signé pour la période 2013-2017. L'Enim a beaucoup évolué durant ces 20 dernières années et cela a provoqué selon moi certaines jalousies ou peurs notamment du SNESUP et des autres grandes écoles d'ingénieurs au sein de la CDEFI dominée par les grandes écoles parisiennes. Ce sont elles qui monopolisent la majeure partie des ressources sur le plan national. Par ailleurs, les réformes conduites par la ministre Valérie Pécresse étaient très prometteuses pour faire évoluer les esprits et les structures des établissements mais comme bien souvent, la montagne a accouché d'une souris et on a fait une pseudo réforme. Elle a coûté très cher au pays, a compliqué le fonctionnement des établissements, sans en améliorer la gouvernance ni la situation financière car on a donné une pseudo autonomie qui libère le ministère en transférant un grand nombre de tâches administratives et financières sans vraies contreparties. En somme, l'autonomie a consisté à garder un système centralisé pour le contrôle des personnels et des crédits et à transférer les responsabilités des nombreux dossiers ingérables aux universités et établissements.

Ma fin de mandat s'est mal déroulée car le SNESUP, qui demandait mon départ depuis 15 ans, était tout puissant au ministère et au rectorat. Une série d'actions de désinformation ont été lancées et elles ont ciblé notamment la venue du président Uribe et les sanctions contre l'enseignant chercheur qui travaillait à mi-temps depuis des années. Le recteur a joué un rôle que je trouve curieux dans l'affaire de l'enseignant chercheur, car il m'avait dit après que nous ayons publié la décision qu'il était tout à fait d'accord avec moi sur le fond mais que ni lui ni la ministre ne pouvaient me soutenir. Pour me sanctionner, la ministre a envoyé l'IGAENR pour calmer les syndicalistes et éviter ainsi de créer un précédent. Le ministère s'est empressé de faire annuler les sanctions pour éviter des mouvements de grève d'ampleur nationale. J'ai assisté à une session du CNESER hallucinante, où tous les membres chargés du jugement se congratulaient avec le travailleur à mi-temps et moi, qui travaillais 16 h par jour, j'étais devenu la bête à abattre. Cette sanction à l'égard du chercheur peu motivé avait eu un retentissement important et tous les

présidents d'universités m'appelaient pour me demander comment j'avais réussi à obtenir un tel exemple, car ils avaient les mêmes problèmes avec l'incapacité de les traiter. Cette peur de l'évaluation et de la sanction pour ceux, que je considère comme des gens relativement privilégiés de l'Education nationale, a conduit le président Hollande, dès le début de son mandat, à supprimer l'évaluation des enseignants chercheurs. Le prix de la tranquillité que l'on paye avec les impôts de ceux qui sont soumis à la concurrence internationale et qui peuvent être licenciés à tout moment. Pour compléter la pantalonnade du ministère et du recteur, le syndicat a exigé la nomination de Pierre Chevrier bien que tout ait été négocié pour nommer l'ancien directeur de l'ENSTIB, Monsieur Triboulot. Pour ce faire le ministère a éliminé de fait et arbitrairement deux candidats, les professeurs Christian Clémentz et Nidhal Rezg sans même qu'ils aient été auditionnés par le conseil d'administration de l'école.

Cet ensemble d'erreurs a été très préjudiciable à la nomination d'un nouveau directeur qui devait se faire dans la sérénité pour assurer une continuité de service public. Il me semble qu'il aurait fallu nommer à l'Enim un directeur extérieur à l'école, de grande expérience et capable d'assumer une stature de patron. Le contraire de ce que l'on a fait.

Dès la nomination du nouveau directeur, on a vu le SNESUP prendre le pouvoir. Le départ des forces vives de la direction a provoqué, dès la deuxième année la chute des contrats et des recettes externes correspondantes. Les brusques changements de la politique des relations internationales et les ruptures avec certains partenaires institutionnels conjugués avec une moindre tonicité dans la politique de recrutement nationale ont fait que les effectifs de l'Enim sont passés de 1300 élèves en 2011 à 750 en 2013. (NDLR : les chiffres ne sont pas ceux annoncés par l'Ecole) La collaboration avec la première entreprise mondiale du logiciel de conception Dassault Systemes qui a développé Catia, a été mise à mal par l'achat en nombre de licences de logiciels américains dépassés .Ainsi par pure idéologie ou par paresse, on a privé les élèves ingénieurs de l'Enim du savoir-faire et de la maîtrise du logiciel français CATIA qui est utilisé par la majorité des entreprises aéronautiques et automobiles du monde. L'Enim était leader mondial dans l'utilisation de ces logiciels d'avant-garde. Aujourd'hui, seul un ingénieur d'études a gardé le savoir-faire malgré toutes les entraves qu'il a dû subir. Les laboratoires de langues, qui avaient permis la mise en place d'une pédagogie d'avant-garde, ont été démantelés et on est revenu aux anciennes pratiques reconnues pour leur inefficacité mais oh combien génératrices d'heures supplémentaires. Les deux laboratoires de recherche que j'avais créés à l'ENIM ont été mis à mal. Cet abandon des activités de recherche ciblée vers les entreprises industrielles justifie aujourd'hui pleinement l'intégration de l'Enim dans l'université, pour relancer les activités de recherche et remettre en marche une dynamique associée à une stratégie que ni le directeur ni le conseil d'administration n'ont su définir.

L'intégration de l'Enim dans l'université lorraine est la meilleure décision que pouvaient prendre le recteur et le ministère. Cette solution va mettre fin à l'entité de non droit instaurée à l'école au cours de ces 3 dernières années. L'Enim n'est plus dirigée et n'a plus de stratégie de développement. Dans l'ensemble, la modernisation des statuts de l'Enim que j'ai conduite, en collaboration avec le ministère courageux de Claude Allegre, permet à cette école de s'insérer dans tout type de structure universitaire. Par ailleurs les écoles de l'INPL sont d'excellente qualité. La diversité des spécialités est un atout considérable pour faire un vrai pôle de formation polytechnique associé à une formation de type systémique qui pourrait avoir un rayonnement mondial. Elle pourrait constituer un modèle de formation adapté à notre siècle et répondre aux besoins en termes de management et de ré-ingénierie de nos secteurs industriels et agroalimentaires pour les années à venir. La culture de collaboration avec l'industrie de l'Enim peut apporter beaucoup au collégium. De même, en associant l'Enim et l'Estin, qui sont deux écoles très proches tant au niveau de leur philosophie de formation que de leurs finalités, on peut faire de sérieuses opérations d'optimisation de moyens et de frais de fonctionnement.

La chance qu'a eu l'Enim dans ce contexte est directement liée à l'excellente coordination entre l'Université de Lorraine, le rectorat et le ministère, qui ont réagi rapidement, avant l'effondrement de la boutique. Heureusement que le ministère a mis les points sur les i et qu'il a pris les bonnes décisions. On a fait beaucoup mieux qu'à l'époque de Valérie Pécresse. On a agi avec courage et détermination après avoir analysé la situation sur le terrain. La descente aux enfers pour l'Enim est terminée et elle va pouvoir repartir sur le bon pied.